

DELIBERATION 2024 03 –**Constitution de la provision pour risques et charges en raison de la fin du service public Autolib' et détermination des contributions nécessaires à sa couverture et régularisation du budget 2024**

Séance du Comité syndical du 26 mars 2024

EXPOSE DES MOTIFS

Par jugement n°1919348/3-3 du 12 décembre 2023, le tribunal administratif de Paris a rejeté la requête de la SAS Autolib' en estimant qu'il y a lieu d'écarter l'application de la convention de délégation de service public (DSP) conclue le 25 février 2011 entre le syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole (SAVM) et cette société au motif que cette convention était, dans son ensemble, entachée de nullité.

Par requête d'appel du 9 février 2024, la SAS Autolib' sollicite l'annulation de ce jugement et l'engagement de la responsabilité du SAVM, à titre principal, sur le terrain contractuel et, à titre subsidiaire, sur le terrain quasi-contractuel et quasi-délictuel.

Par ses différents jugements du 6 février 2024, le même tribunal administratif a considéré que la délibération n°2018-18 du 21 juin 2018 constatant la résiliation de la concession Autolib' était entachée d'illégalité dès lors qu'elle constituait une mesure d'exécution de l'article 63 de la concession en précisant que cette mesure d'exécution n'est pas « *détachable* » de la concession.

En ce qui concerne les délibérations budgétaires 2018 à 2023 du budget principal Autolib', le tribunal a estimé qu'elles seraient « *dépourvues de base légale* » mais il ne les a toutefois pas annulées, sauf en ce qui concerne l'annulation partielle de la délibération 2019-08 du 15 mars 2019 portant approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019. Elle est « *annulée en tant, d'une part, qu'elle prévoit que, du fait du constat de résiliation de la délégation de service public conclue avec la société Autolib', l'équilibre du budget principal Autolib' sera assuré par une contribution des collectivités membres et, d'autre part, qu'elle y inscrit, en son article 4, une provision pour risques et charges d'un montant de 20 000 000€ étalés sur cinq ans, soit 4 000 000€ pour l'exercice budgétaire 2019* ».

En 2019, une provision pour risques et charges a été constituée pour faire face aux indemnités demandées au Syndicat par l'ancien délégataire au titre de la résiliation de la DSP. Elle a ainsi été estimée à 20 M€, constituée progressivement pendant 5 ans, à hauteur de 4 M€ par an. A compter de cet exercice, afin d'assurer l'équilibre du budget 2019, les contributions nécessaires à la couverture de la provision, ont, quant à elles, été fixées à 3 600€ par station et par an.

En 2022, ce montant a été augmenté de 12,5 M€, étalés sur deux exercices, portant ainsi la provision à 32,5 M€ après prise en compte de nouvelles estimations et des justificatifs apportés par la SAS Autolib' quant à la valeur nette comptable (VNC) des investissements au titre des biens de retours et des coûts de résiliation des contrats conclus par l'ancien délégataire.

Les contributions nécessaires à l'équilibre du budget 2019 tenant compte en dépense de la provision au montant révisé, ont été portées à 9 211€ par an et par station pour les exercices 2022 et 2023.

En 2024, la provision de 32,5M€ a totalement été constituée sur le plan budgétaire.

Suite aux jugements du tribunal administratif de Paris et l'appel formé par la SAS Autolib', il convient donc de confirmer la nécessité de constituer une provision pour risques et charges fondée sur les conséquences de la fin du service public Autolib' en cas d'annulation de la DSP au vu des demandes indemnitaires de la SAS Autolib' aux titres des terrains quasi contractuel et quasi délictuel, ou le cas échéant en cas d'annulation du jugement de première instance, au titre des indemnités de résiliation dues par le Syndicat à l'ancien délégataire.

En conséquence, les contributions des collectivités membres permettant au Syndicat d'équilibrer ses budgets 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 sont ajustées avec l'enregistrement en dépense de ladite provision sur chacun de ses exercices budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20240326-2024-03-DE
Date de réception préfecture : 26/03/2024

Je vous prie, cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

DELIBERATION 2024 03 –

Constitution d'une provision pour risques et charges en raison de la fin du service public Autolib' et détermination des contributions nécessaires à sa couverture et régularisation du budget 2024

Séance du Comité syndical du 26 mars 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le code de justice administrative ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole du 19 septembre 2019 et notamment les articles 8-1, 8-2 et 14 ;
Vu la délibération n° 2019-08 du 15 mars 2019 approuvant le budget primitif et décidant d'inscrire des provisions pour risques et charges ;
Vu la délibération n° 2022-22 du 22 juin 2022 portant décision modificative n°1 du budget principal 2022 ;
Vu le jugement du tribunal administratif de Paris N°1919348/3-3 du 12 décembre 2023 ;
Vu le jugement du tribunal administratif de Paris N°1134511718_1905483 du 6 février 2024 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE la constitution d'une provision pour risques et charges liée à la fin du service public Autolib' et à ses suites contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib', d'un montant de 32,5 M€ au titre d'une estimation à parfaire des indemnités dues par le SAVM au vu de la demande de la SAS Autolib' dans sa requête déposée le 9 février 2024 auprès de la Cour administrative d'appel de Paris sur le terrain quasi-contractuel et quasi-délictuel, ou de manière alternative en cas de suite positive de l'appel formé par la SAS Autolib', sur le terrain contractuel au titre des indemnités de résiliation ou de toute autre montant que la Cour mettrait à la charge du Syndicat et qui pourrait être immédiatement exigible ;

Article 2 : DECIDE que le montant de la contribution annuelle par station des collectivités membres est majoré pour la couverture de cette provision de 3 600€ pour les exercices 2019, 2020 et 2021 et qu'elle est portée à 9 211€ par an et par station pour les exercices 2022 et 2023 ;

Article 3 : DIT que les recettes des contributions des collectivités membres associées à la provision ont été constatées sur les budgets annuels de 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 ;

Article 4 : DECIDE que la part des contributions pour la couverture de cette provision versée par les collectivités membres au titre des exercices 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023, revotées ce jour à l'identique, acquise au Syndicat, le sera au titre de la provision fixée par les articles 1 à 3 de la présente délibération, sur la base des motifs exposés ci-dessus se substituant à ceux adoptés dans les budgets susmentionnés ;

Article 5 : AUTORISE le Président à réinscrire ces recettes au budget 2024, à émettre à nouveau les titres de recettes liés aux contributions pour la couverture des provisions ordonnancées auprès des collectivités membres au titre des exercices 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023, lorsque ces dernières, dont la commune d'Antony, n'ont pas honoré ces créances à ce jour, ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Le Président,

Sylvain Raifaud